

Arrêté N° 2018_03091_VDM

SDI 18/174 - ARRÊTÉ DE PÉRIL IMMINENT - 60, TRAVERSE NOTRE DAME DE BON SECOURS - 13014 - 214891 C0072

Nous, Maire de Marseille,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2131.1,
Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L 511.1 à L 511.6 ainsi que les articles L 521.1 à L 521.4,
Vu les articles R 511.1 à R 511.5 du code de la construction et de l'habitation,
Vu l'article R 556.1 du code de justice administrative,
Vu l'arrêté de délégation de fonction consentie par le Maire n°14/252/SG du 14 avril 2014, à Monsieur Ruas en matière notamment de Police des Immeubles menaçant ruine et d'insécurité des équipements communs des immeubles collectifs à usage principal d'habitation,
Vu l'avis réputé favorable de l'architecte des bâtiments de France,
Vu le rapport de visite du 8 novembre 2018 de Madame Catherine BRISSE Architecte D.P.L.G, experte désignée par ordonnance de Madame le Président du Tribunal Administratif de Marseille sur notre requête,

Considérant que la parcelle sise 60, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE, référence cadastrale n°214891 C0072, Quartier Bon Secours, appartient, selon nos informations à ce jour, en toute propriété à [REDACTED] ou à ses ayants droit,

Considérant que la parcelle sise 43bis, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE, référence cadastrale n°214891 C0074, Quartier Bon Secours, appartient, selon nos informations à ce jour, en toute propriété [REDACTED] ou à leurs ayants droit,

Considérant l'évacuation pour raison de sécurité des occupants de la parcelle sise 60, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE, et de la parcelle sise 43bis, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE lors de l'intervention d'urgence du 5 novembre 2018,

Considérant le périmètre de sécurité installé par les services compétents de la Ville de MARSEILLE le 5 novembre 2018, interdisant l'occupation de la traverse le long du mur de clôture de la parcelle C0072 (60, traverse Notre Dame de Bon secours) depuis la limite entre les parcelles C0071 et C0072, jusqu'à la limite entre la parcelle C0073 et la servitude de passage entre les parcelles C0198, sur une largeur de 2 mètres.

Considérant le courrier d'avertissement adressé le 7 novembre 2018 à la propriétaire pris en la personne de [REDACTED]

ou à ses ayants droit,

Considérant que le rapport d'expertise susvisé, reconnaît l'état de péril grave et imminent et constate les pathologies suivantes :

« Nous constatons, au niveau du n°60, traverse Notre-Dame de Bon Secours, un mur effondré sur la voie publique.

Les dégâts observés ont été causés par une rupture et un effondrement du mur de soutènement ancien, réalisé en pierre et parpaings, suite à un glissement de terrain résultant de l'engorgement des terres.

Un poteau téléphonique a été emporté. Métallique, il repose pour partie sur la zone d'accès à la parcelle numéroté C0074 (43 traverse ND de Bon Secours).

Un second poteau téléphonique en bois, permettant de surcroît la distribution de l'éclairage public, semble pour l'heure garder sa verticalité sans qu'il puisse être assuré de son bon ancrage et maintien. Il retient malgré lui deux énormes blocs maçonnés aujourd'hui en instabilité manifeste.

La stabilité de l'ensemble des amas et débris est précaire et largement conditionnée par les intempéries météorologiques.

Le volume déplacé est difficilement estimable, néanmoins il est conséquent et est de l'ordre de près de 45 m³. Il comprend de multiples empièvements constitutifs du mur de soutènement effondré et bloc maçonnés divers, constituant le garde-corps.

De part et d'autre des parois latérales, on observe :

- en partie Est, un arrachement au droit du muret surplombant l'escalier extérieur d'accès à l'habitation.

- en partie Ouest, une désolidarisation du muret de clôture avec l'espace de distribution de la servitude de la parcelle C00198. Près de 80 cm linéaire de la paroi située en extrémité ne sont ainsi plus soutenus en pied.

Une lézarde d'une épaisseur de près de 4 cm, situé à 2.80 m de l'extrémité de la parcelle, est observable en partie Est.

Dans son exact vis-à-vis en partie Ouest, moins prononcée une fissure verticale de 2mm est visible.

Au niveau bas des escaliers, au droit de la porte d'accès, avant que de déboucher sur la voirie, il apparaît un ensemble de fissurations sur le mur de soutènement supportant l'espace jardin.

L'effondrement du mur de soutènement sur la voie publique survenu le vendredi 2 novembre 2018, et l'état constaté a posteriori, dont :

- l'équilibre instable des éléments maçonnés entraînés dans la chute ou arrachés,
- celui inhérent aux deux poteaux téléphoniques,
- la non-stabilité des terres y compris en amont sur la partie jardin,
- la présence de différentes fissures constatées,

risquent d'engendrer un nouveau phénomène d'effondrement du terrain.

Le danger provient d'un risque d'éboulement des parties latérales du mur encore en place, mais gravement fissurées et fragilisées, ce qui emporteraient un nouveau volume de terre déjà gorgée d'eau de la parcelle cadastrée 214891 C0072 sur la voirie. »

Considérant que le rapport d'expertise sus visé, face à l'évolution des désordres constructifs relatifs à cet immeuble, préconise les mesures suivantes afin d'assurer la sécurité des occupants :

- Interdire l'accès au pied de l'effondrement constaté du mur de la parcelle C0072

(60, traverse Notre Dame de Bon secours) et de faire la circulation automobile et piétonne sur une partie de cette voirie depuis la limite entre les parcelles C0071 et C0072, jusqu'à la limite entre la parcelle C0073 et la servitude de passage entre les parcelles C0198, tel que repéré en pointillé sur le schéma en Annexe 2.

- Procéder au relogement de [REDACTED] propriétaire de la parcelle sinistrée (60, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE) et des occupants de l'immeuble de la parcelle n°C0074 dont l'entrée se situe face à l'effondrement (43bis, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE) et ce tant que l'ouvrage effondré n'aura pas fait l'objet d'une mise en sécurité.
- Baliser à l'intérieur de la parcelle sinistrée un périmètre de sécurité de 3 mètres sur le linéaire de la partie effondrée.
- Procéder au déblaiement du volume de matériaux et végétaux effondrés et dégager les poteaux d'alimentation téléphonique et d'éclairage public, sous contrôle des services concédés, notamment ERDF pour l'éclairage public.
- Purger tous les éléments instables au niveau de la crête vulnérable du terrain et des parties de murs fragilisés en mitoyenneté du talus dégagé et évacuer les déchets.
- Poser un revêtement étanche à la surface du talus en partie sommitale afin de limiter les risques d'érosion et d'aggravation des désordres.
- Élaguer les arbres présents dans le talus à l'Est de la zone sinistrée en mitoyenneté de la parcelle C0198.
- Effectuer un blindage du talus sur ces trois faces (y compris mitoyenneté) dans l'attente de la reconstruction d'un nouveau mur de soutènement.
- Étayer les murs lézardés et fissurés latéralement de part et d'autre de la partie effondrée dans l'attente de leur réparation ou reconstruction.
- Repositionner les poteaux d'alimentation téléphonique et d'éclairage public sur blocs provisoires, sous contrôle des services concédés.
- Effectuer une surveillance régulière et notamment après chaque forte pluie de l'évolution du talus, tant qu'une réparation définitive ne sera pas effectuée. En cas d'évolution préjudiciable de la stabilité du talus et observation d'indices d'instabilité, il est recommandé de procéder à une nouvelle expertise en urgence pour adapter les mesures de sécurisation et les modalités d'occupation des parcelles.

Considérant que les travaux de déblaiement et de mise en sécurité qui ont été réalisés le 22 novembre 2018, dont la facture nous a été remise le 27 novembre 2018, ne permettent pas le retrait du périmètre de sécurité ni la réintégration des parcelles interdites,

ARRÊTONS

Article 1 La bande de 3 mètres par rapport au mur effondré, à l'intérieur de la parcelle sise 60, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE est interdite à toute occupation et utilisation.

Article 2 Le périmètre de sécurité installé par la Métropole Aix Marseille Provence le 5 novembre 2018, interdisant l'occupation de la traverse le long du mur de clôture de la parcelle C0072 (60, traverse Notre Dame de Bon secours) depuis la limite entre les parcelles C0071 et C0072, jusqu'à la limite entre la parcelle C0073 et la

servitude de passage entre les parcelles C0198, sur une largeur de 2 mètres, selon les pointillés du schéma (cf Annexe 2), doit être conservé jusqu'à la réalisation des travaux de mise en sécurité du mur.

Article 3

L'accès à la parcelle sise 43bis, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE, est, de fait, interdit.

Article 4

Les accès à la bande de 3 mètres par rapport au mur effondré de la parcelle sise 60, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE, et à la parcelle sise 43bis, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE interdites doivent être immédiatement neutralisés par tous les moyens que jugeront utiles leurs propriétaires. Ceux-ci ne seront réservés qu'aux seuls experts et professionnels chargés de la mise en sécurité.

Article 5

La propriétaire de la maison sise 60, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE doit prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité publique, en faisant réaliser les travaux nécessaires d'urgence sur les désordres ci-dessus énoncés, sous **15 jours** à dater de la notification du présent arrêté notamment :

- Procéder au déblaiement du volume de matériaux et végétaux effondrés et dégager les poteaux d'alimentation téléphonique et d'éclairage public, sous contrôle des services concédés, notamment ERDF pour l'éclairage public.
- Purger tous les éléments instables au niveau de la crête vulnérable du terrain et des parties de murs fragilisés en mitoyenneté du talus dégagé et évacuer les déchets.
- Poser un revêtement étanche à la surface du talus en partie sommitale afin de limiter les risques d'érosion et d'aggravation des désordres.
- Élaguer les arbres présents dans le talus à l'Est de la zone sinistrée en mitoyenneté de la parcelle C0198.
- Effectuer un blindage du talus sur ces trois faces (y compris mitoyenneté) dans l'attente de la reconstruction d'un nouveau mur de soutènement.
- Étayer les murs lézardés et fissurés latéralement de part et d'autre de la partie effondrée dans l'attente de leur réparation ou reconstruction.
- Effectuer une surveillance régulière et notamment après chaque forte pluie de l'évolution du talus, tant qu'une réparation définitive ne sera pas effectuée. En cas d'évolution préjudiciable de la stabilité du talus et observation d'indices d'instabilité, il est recommandé de procéder à une nouvelle expertise en urgence pour adapter les mesures de sécurisation et les modalités d'occupation des parcelles.

Article 6

Sur le rapport d'un homme de l'art (Architecte, Ingénieur, Bureau d'Étude Technique Spécialisé,...) prenant position sur la parfaite mise en œuvre des actions prescrites par la commune sur la base du rapport d'expertise sus visé, le Maire, par arrêté, prendra acte de la réalisation des travaux de mise en sécurité.

La mainlevée du présent arrêté ne sera prononcée qu'après réalisation des travaux mettant fin durablement au péril.

Article 7

A défaut par la propriétaire de la maison sise 60, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE ou ses ayants droit de respecter les injonctions du présent arrêté dans les délais prescrits, la commune procédera d'office à la

réalisation desdits travaux, à ses frais.

La créance résultant de ces travaux étant récupérable comme en matière de contributions directes.

Article 8

La propriétaire de la maison sise 43bis, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE doit prendre immédiatement à sa charge l'hébergement des locataires, et ce, jusqu'à réintégration dans les lieux, après respect des injonctions imparties par le présent arrêté. A défaut, pour la propriétaire d'avoir assuré cet hébergement provisoire (ou le relogement définitif), celui-ci sera assumé par la Ville de Marseille, à leurs frais.

Article 9

La propriétaire de la maison sise 43bis, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE doit informer immédiatement le **Service de la Prévention et de la Gestion des Risques, sis 40, avenue Roger Salengro - 13233 MARSEILLE CEDEX 20** (tél: 04 91 55 41 44 et mail scu.hebergement@marseille.fr) des offres d'hébergement faites aux locataires et des dates prévues d'occupation de ces logements temporaires (date d'entrée et durée prévisionnelle).

Article 10

Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature à :
- la propriétaire de la parcelle sise 6 60, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE pris en la personne de [REDACTED] ou à ses ayants droit,
- propriétaire de la parcelle sise 43bis, traverse Notre Dame de Bon Secours - 13014 MARSEILLE, [REDACTED] ou à ses ayants droit,

Celui-ci sera transmis aux occupants de la maison interdite d'occupation.

Article 11

Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte des parcelles.

Article 12

Le présent arrêté sera transmis au Président de la Métropole Aix Marseille Provence, Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, à la Ville de Marseille, Service de la Mobilité Urbaine, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 13

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 14

Pour faire appliquer l'interdiction prévue à l'article 1 et à l'article 2 du présent arrêté, la Ville de Marseille pourra recourir en tant que de besoin, au concours de la force publique.

Article 15

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Julien RUAS

Monsieur l'Adjoint délégué au Bataillon de
Marins-Pompiers et à la Prévention et la
Gestion des Risques Urbains

Signé le : 28 novembre 2018

Article L521-1

Modifié par Ordonnance n°2005-1566 du 15 décembre 2005 - art. 8 JORF 16 décembre 2005

Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

-lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;

-lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L. 511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;

-lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.

Cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Article L521-2

Modifié par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 94

I.-Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3, à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mesure de police. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II.-Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III.-Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

Les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés de ce fait.

Article L521-3-1

Modifié par LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 87

I.-Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3 ou de l'article L. 129-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement suroccupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II.-Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Article L521-3-2

Modifié par LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 87

I.-Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 ou de l'article L. 129-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II.-Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des obligations prévues à l'article L. 521-3-2, est tenu d'assurer le relogement des occupants, sous réserve

III.-Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue par l'article L. 303-1 ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV.-Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V.-Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI.-La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

VII.-Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Article L521-3-3

Créé par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 83

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants, en application du II de l'article L. 521-3-2, le représentant de l'Etat dans le département peut user des prérogatives qu'il tient de l'article L. 441-2-3.

Les attributions de logements, en application de l'alinéa précédent, sont prononcées en tenant compte des engagements de l'accord intercommunal ou départemental prévu respectivement aux articles L. 441-1-1 et L. 441-1-2.

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants, en application du I ou, le cas échéant, des III ou V de l'article L. 521-3-2, le maire peut désigner ces personnes à un organisme bailleur aux fins qu'il les loge et, en cas de refus du bailleur, procéder à l'attribution d'un logement. Les attributions s'imputent sur les droits à réservation dont il dispose sur le territoire de la commune.

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants en application du III de l'article L. 521-3-2, le président de l'établissement public de coopération intercommunale concerné peut procéder dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Les attributions s'imputent sur les droits à réservation dont il dispose sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le représentant de l'Etat dans le département ou le maire sont réputés avoir satisfait à l'obligation de relogement s'ils ont proposé aux personnes concernées qui, faute d'offre de relogement, occupent des locaux au-delà de la date de prise d'effet de l'interdiction définitive d'habiter, un accueil dans une structure d'hébergement, un établissement ou un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale, à titre temporaire dans l'attente d'un relogement définitif.

Article L521-3-4

Créé par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 93

Dans les cas prévus à l'article L. 521-1 et aux fins de faciliter l'hébergement des occupants par les propriétaires ou exploitants qui y sont tenus ou, en cas de défaillance de ceux-ci, par les autorités publiques compétentes, tout bailleur ou toute structure d'hébergement, nonobstant toute stipulation contraire, peut conclure avec toute personne, publique ou privée, la convention nécessaire à la mise à disposition de locaux ou logements, à titre d'occupation précaire.

La durée de cette convention d'occupation précaire est limitée et prend fin au plus tard au terme du mois suivant celui de la notification de l'arrêté de mainlevée de la mesure de police qui a justifié l'hébergement ou du constat par l'autorité compétente de la réalisation des mesures prescrites.

Les occupants ayant bénéficié de l'hébergement dans les conditions ci-dessus ne peuvent se prévaloir d'aucun droit au maintien dans les lieux ou à la reconduction de la convention.

En cas de refus de l'occupant hébergé de quitter les lieux à l'échéance de la convention d'occupation précaire et faute pour la personne débitrice de l'obligation d'hébergement d'avoir engagé une action aux fins d'expulsion, le représentant de l'Etat dans le département ou le maire, selon le cas, peut exercer cette action aux frais du propriétaire ou de l'exploitant tenu à l'obligation d'hébergement.

Article L521-4

Modifié par LOI n°2009-526 du 12 mai 2009 - art. 125

I.-Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 euros le fait :

-en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;

-de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;

-de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II.-Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III.-Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code.

La confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail.

Lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code.

ANNEXE 2 – PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ

60, traverse Notre-Dame-de-Bon-Secours - 13014 MARSEILLE

Interdire l'accès au pied de l'effondrement constaté du mur de la parcelle C0072 (60, traverse Notre Dame de Bon secours) et de fait la circulation automobile et piétonne sur une partie de cette voirie depuis la limite entre les parcelles C0071 et C0072, jusqu'à la limite entre la parcelle C0073 et la servitude de passage entre les parcelles C0198, tel que repéré en pointillé sur le schéma ci-dessous.

Interdire une bande de 3 mètres au dessus du mur effondré de la parcelle C0072 (60, traverse Notre Dame de Bon secours), tel que repéré en pointillé sur le schéma ci-dessous.

